



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de  
la Haute-Vienne  
Site de Limoges  
22, rue des Pénitents Blancs  
87039 Limoges

Limoges, le 30/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PRIMAGAZ**

Les Bardys

87480 Saint-Priest-Taurion

Références : UiD872026-018  
Code AIOT : 0006000332

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2025 dans l'établissement PRIMAGAZ implanté Les Bardys 87480 Saint-Priest-Taurion. L'inspection a été annoncée le 30/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PRIMAGAZ
- Les Bardys 87480 Saint-Priest-Taurion
- Code AIOT : 0006000332
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Primagaz exploite sur le site des Bardys à St Priest-Taurion un dépôt de gaz inflammables liquéfiés comprenant une sphère de stockage fixe, approvisionnée au moyen de camions gros porteurs. L'expédition est assurée par des camions petits porteurs. Le site comporte également un stockage de bouteilles de gaz.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Exploitation et entretien_Opérations de transfert en libre service	Arrêté Préfectoral du 26/06/2000, article 5-9	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Surveillance et réseau de détecteurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
12	Perte d'utilité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
14	FBS _ Ballon anti-envahissement du compresseur	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Notice de réexamen	AP Complémentaire du 11/01/2018, article 2	Sans objet
2	Modification du POI	Code de l'environnement du 27/01/2020, article R.515-100	Sans objet
3	État des stocks	AP Complémentaire du 11/01/2018, article annexe 1	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie _vérification périodique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
6	Installations électriques_vérification périodique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
8	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 21/10/2010, article 21	Sans objet
9	Protection contre la foudre - ARF	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Sans objet
10	Moyens de défense incendie	AP Complémentaire du 11/01/2018, article 6.6	Sans objet
11	Système de gestion de la sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe I point 7	Sans objet
13	FBS _ Maîtrise des sources d'ignition	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu aux attentes formulées dans le rapport de la précédente inspection et l'Inspection s'est soldée par de simples demandes de compléments d'informations.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Notice de réexamen

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/01/2018, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Notice de réexamen
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Au plus tard le 25 juillet 2022, sans préjudice de l'article R.515-98 du code de l'environnement, l'exploitant transmet au préfet les conclusions du réexamen de l'étude de dangers, accompagnées si nécessaire de sa révision ou mise à jour conformément aux dispositions définies par l'avis du 08 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut «Seveso Seuil Haut». [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a produit et communiqué par courrier du 22 juillet 2022, la notice de réexamen. Le 27 septembre 2024, l'exploitant a transmis par ailleurs un dossier de porter à connaissance relatif à une modification d'exploitation qui vise dans le cadre des activités de chargement/déchargement de GPL vrac à permettre l'accueil sur le site des tracteurs motorisés au GNL et des citernes routières de transport de GPL, équipées de soupapes. L'instruction de cette notice de réexamen, de l'EDD et du dossier de porter à connaissance a conduit l'Inspection à proposer à M. le Préfet un projet d'arrêté préfectoral complémentaire. Concernant l'étude de danger, l'article 4 de cet arrêté acte la mise à jour de l'étude de danger datée du 22 juillet 2022 et fixe (1 <sup>er</sup> alinéa de son article 4.2) la date du 17 avril 2030 au plus tard pour la transmission au Préfet des conclusions du réexamen de l'étude de dangers, accompagnées si nécessaire de la révision ou mise à jour de cette dernière. Lors de la présente visite du 24 novembre 2025, l'exploitant venait d'être destinataire de « l'arrêté préfectoral DL/BPEUP n°2025-110 du 18 novembre 2025 fixant des prescriptions complémentaires à la SA Compagnie des Gaz de Pétrole PRIMAGAZ pour son établissement de saint- Priest-Taurion. »
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Modification du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/01/2020, article R.515-100
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Modification du POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à :

<p>1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations, incombant à l'exploitant, mentionnées au III ;</p> <p>2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par transmission du 7/01/2025, l'exploitant avait communiqué à l'Inspection son POI actualisé au 15/11/2024 en tenant compte des éléments signalés dans le point n°2 du rapport d'inspection du 12/12/2024 (inspection du 9/12/2024).</p> <p>Ces éléments concernaient notamment la mise à jour au regard, de coordonnées de correspondants, de la mise à jour de l'EDD (détail en éléments confidentiels).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : État des stocks

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/01/2018, article annexe 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Annexe 1 : Quantités maximales autorisées associées aux rubriques de classement de l'établissement</p> <p>Étude de danger :</p> <p>« 7.6. Stockage des bouteilles vides et pleines</p> <p>Les différents types de bouteilles sont stockés au sein du site de la manière suivante (Cf. Figure 4) [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'Inspection l'état des stocks au 21/11/2025 réalisé en fin de journée (détail en annexe confidentielle).</p> <p>Les bouteilles de gaz sur le site étaient stockées dans le respect des emplacements dédiés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 4 : Exploitation et entretien\_Opérations de transfert en libre service

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2000, article 5-9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Opérations de transfert en libre service</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>c) Les véhicules sont pesés à l'entrée et à la sortie de l'établissement.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la présente visite du 24/11/2025, l'exploitant a signalé à l'Inspection l'identification d'une fragilité au niveau d'une poutre du pont bascule qui faisait l'objet d'une expertise en cours et de mesures palliatives comprenant un contournement (dérivation provisoire des camions). L'exploitant a indiqué que cette situation n'était pas génératrice de risque pour la sécurité et qu'il envisageait le remplacement du dispositif de pesée en 2026.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant justifie sous 15 jours à l'Inspection :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du plan de maintenance formalisé du pont bascule ;</li> <li>- des mesures palliatives mises en œuvre afin d'assurer la maîtrise des risques (dans ces conditions de fonctionnement en mode dégradé) en lien avec l'étude de dangers, comprenant outre les dispositions de sécurité en lien avec la circulation des véhicules, la maîtrise des flux (contrôle des flux, prévention des surcharges...).</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie \_vérification périodique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie _vérification périodique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection a consulté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le dernier certificat relatif aux opérations de maintenance et de vérification des extincteurs réalisée le 27/03/2025 ne fait mention d'aucune anomalie.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Installations électriques\_vérification périodique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques_vérification périodique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.</p> <p>La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p>

<p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier contrôle des installations électriques est intervenu le 12/06/2025. L'Inspection a consulté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le compte rendu de vérification périodique Q18 du 12/06/2025 (précédente visite du 28/08/2024). Ce rapport mentionne notamment qu'aucun point de non-conformité n'a été relevé et que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion.</li> <li>- le compte rendu de vérification périodique Q19 du 12/06/2025, précédent contrôle du 29/05/2024, mentionne 2 anomalies de priorité 2 pour lesquelles l'exploitant a justifié des mesures correctives associées (validation par l'organisme de contrôle à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2025).</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Surveillance et réseau de détecteurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance et réseau de détecteurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection a consulté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le dernier rapport de contrôle des alarmes de mars 2025 (transmission des alarmes) qui ne fait pas ressortir d'anomalie.</li> <li>- le rapport correspondant à la dernière intervention de contrôle et de maintenance des détecteurs de gaz et détecteurs de flamme intervenue le 25/11/2025.</li> </ul> <p>Ce dernier rapport ne fait pas ressortir d'anomalie. Il précise en page 3/16 « Contrôle alimentation secourue : Aucune alimentation de secours »</p> <p>À cet égard l'Inspection note que l'étude de danger du site prévoit :</p> <p>« La détection : les détecteurs gaz, détecteurs flammes et détecteurs fumées fonctionnent même en cas de perte d'électricité sur le site. Ces appareils disposent de batteries pouvant secourir leur alimentation... ».</p> <p>Lors de la présente visite du 24/11/2025, l'exploitant a par ailleurs confirmé qu'en cas de coupure</p>

de l'alimentation électrique du site, le fonctionnement de ces capteurs était assuré par un onduleur dont le suivi a été vérifié par l'Inspection (cf. point de contrôle n° 12 ci-dessous).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant justifiera sous 15 jours à l'Inspection de la bonne mise en œuvre des batteries de secours au niveau des détecteurs de gaz tel que prévu dans l'étude de danger ou, à défaut, d'une solution palliative.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 8 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 21/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>
Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent [...]
<b>Constats :</b>
Le dernier contrôle annuel des installations de protection contre la foudre (vérification complète) a été réalisé le 02/10/2025. Le précédent (vérification visuelle) était intervenu le 18/10/2024. Les rapports de ces vérifications ne font pas ressortir de non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Protection contre la foudre - ARF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre - ARF
<b>Prescription contrôlée :</b>
Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.
L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.
<b><u>La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.</u></b>
Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.



Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a justifié d'un cahier des charges « basé sur l'étude foudre 08/08/2690/TCT pour une mise en conformité du système de protection vis-à-vis de l'arrêté du 15 janvier 2008 » et d'une étude foudre complémentaire de décembre 2014 qui fait suite à une mise à jour de l'étude de danger du site.</p> <p>Cette étude foudre complémentaire stipule notamment que « <i>Pour toutes ces installations, l'étude a été conduite suivant la méthodologie de l'arrêté du 19 juillet 2011 [1], pour le besoin réglementaire de protection foudre des installations soumises à autorisation. L'analyse de risque foudre est réalisée suivant la norme NF EN 62305-2 [4]...</i>»</p> <p>[1] Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, modifié par l'arrêté du 19 juillet 2011</p> <p>[4] NF EN 62305-2, novembre 2006, Protection contre la foudre, partie 2 : évaluation des risques</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Moyens de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/01/2018, article 6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de défense incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En complément des moyens fixes de défense contre l'incendie définis aux articles suivants, l'établissement doit disposer de moyens de lutte contre un départ de feu comprenant au minimum :</p> <p>a ) des extincteurs portatifs adaptés, en type et volume, aux types de feu à combattre, judicieusement répartis dans l'ensemble de l'établissement, y compris dans les bâtiments annexes extérieurs: chaufferie, local compresseurs, stockages d'huiles... ; [...]</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>À partir du descriptif et de la matérialisation sur le plan de 7 équipements pris au hasard, l'Inspection a pu vérifier (outre leur suivi régulier et leur adaptation), leur présence sur le site au niveau des emplacements signalés.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Système de gestion de la sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe I point 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système de gestion de la sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.</p> <p>L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.</p>

**Constats :**

La date de la dernière revue de direction a eu lieu le 5/03/2025. Le dernier comité trimestriel SGS est intervenu le 25/10/2025. L'exploitant a présenté à l'inspection les modalités de suivi des audits (réalisés sur chaque site soumis à autorisation).

Il précise que suite à la revue de direction, les sites ont été destinataires par mail du 21/03/2025 des ajustements apportés à la politique de prévention des accidents majeurs (PPAM). Il a ainsi présenté un document qui reprend, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de prévention des accidents majeurs (PPAM), les engagements de PRIMAGAZ en matière de maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs et les objectifs 2025 du système de gestion de la sécurité (SGS).

Concernant les mesures opérationnelles, l'exploitant a également présenté un tableau du suivi de leur mise en œuvre sur les différents sites.

L'Inspection a ainsi pu constater sur la base des fiches de contrôles des véhicules classées chronologiquement dans un classeur, la mise en œuvre du point relatif au contrôle mensuel de tous les camions (élément identifié dans les points d'amélioration dans les dernières revues de direction). Cette vérification a notamment été faite au regard de deux véhicules présents sur le site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Perte d'utilité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Risques accidentels, Perte d'utilité

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

[...]

**Constats :**

Lors de la présente visite du 24/11/2025, l'Inspection a sollicité les mesures mises en œuvre pour assurer dans un contexte de coupure d'électricité, l'alimentation des équipements de surveillance et notamment des détecteurs de gaz.

L'exploitant a ainsi indiqué la présence de deux onduleurs et justifié de leur maintenance en présentant les derniers rapports des contrôles semestriels (datés du 11/03/2025) relatifs aux onduleurs et batteries dédiées. Ces derniers font notamment ressortir suite à une coupure, une tension efficace de 30 minutes.

L'étude de danger prévoit pour la détection de gaz, flamme, fumées une autonomie supérieure (cf. annexe confidentielle).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant justifiera sous 15 jours à l'Inspection, les mesures mises en œuvre pour garantir le respect des délais d'autonomie repris dans le tableau sus-visé de l'article 19.3 de l'étude de danger.**

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 13 : FBS \_ Maîtrise des sources d'ignition**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, FBS _ Maîtrise des sources d'ignition
<b>Prescription contrôlée :</b>  Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques. B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. [...]
<b>Constats :</b>  Lors de la présente visite du 24 novembre 2025, l'Inspection a demandé à l'exploitant les mesures mises en œuvre sur le site au regard de certaines recommandations de maintenance reprises dans la fiche barrière de sécurité référencée « FBS03 » (actualisée en février 2025) au niveau des zones ATEX. L'exploitant a justifié des mesures de contrôles et de maintenances correspondantes (détail en annexe confidentielle).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : FBS \_ Ballon anti-envahissement du compresseur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, FBS _ Ballon anti-envahissement du compresseur
<b>Prescription contrôlée :</b>  Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques. A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure : [...] -la tenue à jour des procédures ; B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. [...]
<b>Constats :</b>  Lors de la présente visite du 24 novembre 2025, l'Inspection a vérifié les modalités d'application des mesures prévues dans la fiche barrière de sécurité (FBS 20) et l'actualisation de cette dernière (détail en annexe confidentielle).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant justifiera sous 15 jours à l'Inspection de l'actualisation de cette fiche barrière de sécurité et, sur la base de son programme d'actualisation des FBS, de celles visées par les objectifs 2025 du système de gestion de la sécurité (SGS).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours